



Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU -

On ne reviendra pas sur le détail des *Orientations budgétaires* de la Région ni sur les engagements qu'elle prend pour répondre aux attentes issues de la *Breizh COP* ; cela a déjà été abondamment commenté dans l'avis du CESER. Surtout, pour ce qui concerne la FSU, on attend d'en voir le degré réel de traduction dans le Budget à venir. A ce stade on s'en tiendra donc à une réflexion d'ordre général.

Depuis des années la présentation de l'exercice budgétaire rappelle chaque fois comme une sorte de préambule l'obligation de s'adapter à l'incertitude d'un environnement en perpétuel bouleversement. La présentation budgétaire pour 2020 n'y déroge pas, même si cette année elle semble considérer la conjoncture économique globale plus favorable. On peut s'en étonner d'ailleurs, alors que ces derniers mois les signes annonciateurs d'une nouvelle crise financière d'ampleur semblent de nouveau s'accumuler.

Mais le principal facteur d'instabilité de ces dernières années pour la politique régionale c'est la politique menée par l'État lui-même qui met sous pression l'ensemble des administrations publiques, locales comme centrales, ou de Sécurité Sociale (ASSO). Aux baisses de financements succèdent ou s'ajoutent toutes sortes de « contractualisations » imposées dont les objectifs sont invariablement les mêmes : contraindre la dépense publique et limiter le niveau d'intervention des acteurs publics. Chacun peut aujourd'hui en constater les effets désastreux sur la politique de santé ou d'indemnisation du chômage, mais aussi sur le pouvoir d'agir des collectivités territoriales en matière d'investissement, d'emploi, ou encore comme on en a actuellement l'exemple à la Région, en matière de rémunération de leurs agents.

Cette politique, la Région ne la qualifie pas mais elle en exprime bien le principal effet : *il faut s'adapter*. Dans un ouvrage au titre éponyme (« *Il faut s'adapter* » - *Sur un nouvel impératif politique*), la philosophe Barbara Stiegler analyse justement ce mot d'ordre en lien avec les origines de l'idéologie *néolibérale*, puisqu'il s'agit de cela. Sa thèse est la suivante : contrairement au « *toujours moins d'État* » qui caractérise le libéralisme dogmatique et ultra-libéral, le néolibéralisme quant à lui requiert un État puissant mais dont toute la puissance est consacrée à la mise en mouvement de la société afin d'adapter celle-ci et les individus aux exigences du marché. A noter au passage que Barbara Stiegler expose aussi la conception singulièrement inquiétante de la démocratie qui en découle chez les promoteurs de cette pensée à l'instar de son fondateur, Walter Lippmann. Tout cela n'est pas du passé, cela nous parle de notre présent.

En tous cas on ferait bien d'arrêter de considérer l'objectif actuel de contraction radicale de la dépense publique en se référant toujours au vieux vocabulaire de la restriction morale ou religieuse - « *rigueur* », « *austérité* » etc. - car il s'agit en fait de tout autre chose.

Car ce que vise l'interventionnisme permanent de l'État néolibéral que nous connaissons aujourd'hui, c'est l'accélération de la dynamique du marché afin de soutenir le *processus d'accumulation* capitaliste au moment où celui-ci se trouve menacé par une double crise selon l'économiste JM Harribey – la crise de la profitabilité et la diminution drastique des ressources naturelles.

Pour les chantres de la doctrine il s'agit donc d'alimenter à tour de bras *l'économie de la connaissance* et des plateformes et la sphère financière, puisque c'est là, selon eux, que l'essentiel des profits encore à

attendre se trouvent et il s'agit pour cela d'orienter les comportements des acteurs - administrations publiques comprises - afin d'ouvrir tout le champ aux acteurs privés.

Il s'agit enfin de mettre la main sur la protection sociale, cette gigantesque sphère mutualisée dont le budget annuel de 650 Mds€ (trois fois le budget du pays) échappe encore aux appétits financiers. Sur ce point on ferait bien aussi d'abandonner certaines de nos vieilles oppositions conceptuelles – comme « étatisation *versus* libéralisation » - car elles ne nous permettent pas de comprendre ce moment historique particulier où les néolibéraux au pouvoir font de l'étatisation des comptes sociaux (de l'Assurance maladie, de l'UNEDIC, des retraites) l'instrument de la privatisation qu'il projettent pour la protection sociale, et surtout de l'adaptation progressive des assurés sociaux aux mécanismes du marché (complémentaires santé, complémentaires chômage, complémentaires retraite, épargne salariale, fonds de pension, etc.).

Les salariés qui ont fait grève jeudi et qui ont manifesté massivement contre le *projet Delevoye-Macron* ne maîtrisent pas toutes ces subtilités. En revanche ce qu'ils ont fort bien compris, c'est que l'étrange « *camelote universelle à points* » qu'on veut leur vendre sous couvert de « *sauver la retraite par répartition* » a fort peu à voir avec l'esprit de la *Sécurité sociale universelle* issue de la Résistance et portée par l'énergie d'un Ambroise Croizat.

Disons pour finir que cette *disruption néolibérale* au sommet de l'État a aussi de quoi rendre fous les acteurs politiques locaux de bonne volonté qui restent soucieux de mener des politiques d'intérêt général tournées vers les gens. On les comprend. On ne les tranquilliserait certes pas en leur révélant que derrière l'apparente injonction contradictoire à toujours « *faire mieux avec moins et en faisant moins* », il ne s'est jamais agi pour l'État néolibéral de leur demander de faire mieux, mais juste de les forcer à faire... tout autre chose.

Certes ce n'est pas rassurant. Mais qui sait, peut-être cette révélation les amènera-t-elle enfin un jour prochain à se montrer moins conciliants politiquement à l'égard de ceux qui leur imposent une telle injonction ?